

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

*Deconfederation. Canada without Quebec* de David J. Bercuson et Barry Cooper, Toronto, Key Porter Books, 1991, 180 p.

par Josée Legault

*Politique*, n° 20, 1991, p. 157-160.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040702ar>

DOI: 10.7202/040702ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## RECENSIONS

---

### ***Deconfederation.***

### ***Canada without Quebec***

de David J. BERCUSON et Barry COOPER, Toronto, Key Porter Books, 1991, 180 p.

Est-ce la fin du Canada? Si oui, quels sont les facteurs nous y ayant menés? Le Québec, le Québec, et encore le Québec, répondent David J. Bercuson et Barry Cooper — deux ex-Anglo-Québécois —, dans un ouvrage qui s'inscrit dans la mouvance néo-libérale américanisante à laquelle semblent succomber des pans entiers de l'intelligentsia et de la population anglo-canadiennes. S'il est difficile de savoir si nous sommes, une fois pour toutes, devant la fin du Canada, le livre de Bercuson et Cooper, dans la mesure où il représente un courant de pensée anglo-canadien en voie de devenir dominant, sent déjà les préarrangements.

En effet, les auteurs tentent de démontrer l'urgence de la sécession du Québec dans le but de préserver la «pureté» de la démocratie libérale anglo-canadienne. Ceci est la thèse principale du livre, voire la seule. Le Québec, ainsi représenté comme un corps étranger ayant déjà trop longtemps contaminé l'individualisme et l'égalitarisme anglo-canadiens devra partir, amputé de la majeure partie de son territoire. Petit détail auquel seules quelques pages sont d'ailleurs consacrées...

La démonstration, ou ce qui se veut être une argumentation sérieuse, ne tient tout simplement pas. Non seulement les auteurs se livrent-ils à un exercice de révisionnisme historique hors du commun, faisant du Canada un pays où le libéralisme aurait toujours dominé, mais les simplifications

éhontées y abondent et viennent miner la crédibilité de l'ouvrage tout entier.

Par exemple, les auteurs attribuent tous les maux économiques du Canada au simple fait que ses politiciens auraient été jusqu'ici trop préoccupés par la question du Québec, ce qui, nous le devinons, les aurait empêchés de mieux gérer l'économie canadienne. C'est le genre de «commentaire», et non d'analyse, que l'on s'attend habituellement à entendre dans certaines cuisines ou bars de l'Ouest canadien plutôt que dans des départements universitaires. Cela explique peut-être en partie la raison pour laquelle l'ouvrage est rédigé à la première personne du pluriel, le «nous» faisant ici référence aux «Canadiens anglais» en général, et non aux auteurs eux-mêmes.

De la part de ces auteurs, cela semble démontrer une incapacité, à moins que ce ne soit un refus, de se distancier de leur objet d'analyse. Et, lorsque le sujet devient objet, il entre de plain-pied dans l'agora politique. C'est un choix que tout intellectuel a le droit de faire, mais il se doit alors d'en accepter les conséquences.

Mais passons sur un vieux débat qui est encore loin d'être résolu dans les sciences sociales. Passons également sur la perversion qu'il y a à dédicacer un ouvrage aussi revanchard et propagandiste (on y sent fortement la main, à défaut du cerveau, de Preston Manning et du Reform Party) à la mémoire de René Lévesque, un homme qui n'avait pas une once de ressentiment envers le Canada anglais.

En fait, tout ce que ces auteurs et monsieur Lévesque peuvent avoir en commun, c'est une trop grande propension à ne pas voir l'ennemi là où il réside véritablement, soit au sud de nos frontières. Ce qui pour Lévesque n'était en fait qu'une trop grande naïveté face au «grand frère» américain devient, par contre, chez Bercuson et Cooper, un biais idéologique des plus inquiétants.

Ce faisant, ces auteurs délaissent la simple question du Québec et pénètrent, probablement à leur insu, dans l'univers nébuleux de la philosophie politique et de la nature même de ce qui demeure encore de cette entité que l'on nomme Canada. On retrouve en effet dans ce livre un exemple

probant du néo-libéralisme exacerbé qui fut imposé au Canada par les Libéraux fédéraux depuis les années 40, lequel aura peut-être asséné le coup fatal à un pays par trop fragile.

Tel que le démontrait déjà George Grant<sup>1</sup>, il y a de cela plus d'un quart de siècle, cette idéologie, bien plus dangereuse que n'importe quel nationalisme — y compris le nationalisme canadien qu'on semble lui avoir sacrifié —, aura eu peu à peu raison des rares traits distinctifs de ce pays.

Dans un ouvrage brillant, mais terriblement déprimant (que Bercuson et Cooper auraient avantage à relire), Grant a démontré que ce n'est pas le nationalisme québécois qui provoqua la fin du Canada, mais plutôt le refus chronique du Canada anglais de s'en accommoder, et ce, au fur et à mesure que sa culture politique s'alignait irrémédiablement sur le libéralisme égalitariste américain.

C'est ainsi que le «totalitarisme» des droits et libertés individuels a contribué à l'éclatement d'un pays dont l'existence même émane d'un contrat social entre deux peuples, un contrat reposant essentiellement, mais non exclusivement, sur la conciliation et la fécondation réciproque de deux cultures politiques anciennes et, somme toute, assez voisines l'une de l'autre.

C'est ainsi que la *Charte canadienne des droits et libertés* — ultime reniement de 1774, 1791, 1840 et 1867 —, en laquelle un nombre impressionnant d'Anglo-Canadiens semblent maintenant voir un véritable «acte fondateur», aura eu le tout petit défaut d'exclure, dans le plein sens du mot, un des deux signataires du contrat précédent. S'il est urgent pour le Québec de quitter le Canada, ce n'est pas parce qu'il risque d'en pervertir la culture politique. Au contraire, l'on pourrait répondre à Bercuson et à Cooper que le Québec se doit maintenant de quitter le Canada justement parce que la culture politique de ce dernier n'a, dans les faits, plus grand-chose de canadien.

C'est ainsi que le Québec, lieu d'origine de la fusion de deux grandes et anciennes traditions politiques ayant jadis

---

1. George Grant, *Lament for a Nation. The Defeat of Canadian Nationalism*, Toronto, McClelland & Stewart, 1965.

constitué l'essence même de la culture politique canadienne, en deviendrait également le dernier bastion. Peut-être verrons-nous alors la grande boucle canadienne se fermer définitivement là où, après tout, tout avait commencé. Peut-être verrons-nous également les Québécois descendre dans la rue pour réclamer ce qui sera, et aura peut-être toujours été, «le Canada aux Québécois»!

Seul petit nuage à l'horizon anglo-canadien, — la question autochtone, ou comment se débarrasser d'un peuple fondateur en le remplaçant par un autre — risque de perturber quelque peu la pureté de cette démocratie libérale égalitariste. Il sera intéressant de voir comment ce *Canada without Québec* fera face à cette nouvelle société distincte, réputée la plus distincte d'entre toutes. À l'instar des couples qui se font et se défont, le Canada anglais réussira peut-être à «refaire sa vie», un peu à l'image de ces hommes qui, après avoir raté leur premier mariage, fondent une nouvelle famille avec une conjointe souvent beaucoup plus exigeante que la première.

Après tout, ce n'est pas parce que l'on croit l'amour mort qu'il ne peut pas renaître éventuellement dans les bras d'une autre.

Josée Legault

*Université du Québec à Montréal*